

Demain la croissance ?

Lundi 5 novembre 2012

Note dans Conjoncture Publications.

En 2007, les experts du conseil d'analyse économique écrivaient dans un rapport au premier ministre « Les leviers de la croissance française »¹. « En matière de croissance et de retour au plein emploi, l'Europe est en retard par rapport au monde et la France est en retard par rapport à nombre de ses voisins. Le Royaume-Uni est au plein emploi et sa croissance est plus dynamique que celle de la France depuis maintenant des années. L'Allemagne a restructuré ses entreprises et réformé son marché du travail ; la croissance y semble de retour et le chômage s'y réduit rapidement. L'Espagne a conjugué, sur les quinze dernières années, forte réduction du chômage et appel massif à l'immigration ».

Comme l'explique Edmond Malinvaud dans un article resté célèbre « pourquoi les économistes ne font pas de découvertes »² le raisonnement économique s'établit « toute chose égale par ailleurs ». Or la crise financière, devenue crise des finances publiques et crise économique a révélé la fragilité des réussites irlandaise, espagnole et même anglaise. Si l'on met en perspective longue la réussite allemande la contraction et le vieillissement de sa population assombrissent son horizon. Notre pays est en retard d'investissement et d'adaptation, mais à quel « modèle » se vouer ?

Stagnation. Récession ?

Il ne s'agit plus aujourd'hui d'imaginer pour la France un scénario du passage d'une croissance économique de 2% à 3% mais d'éviter une récession durable. Les pays européens tentent de rattraper le niveau de production qu'ils avaient avant le déclenchement de la crise, en France le chômage est au plus haut, le pouvoir d'achat devrait nettement reculer cette année, notamment sous le coup des licenciements et des prélèvements accrus.

Dans sa dernière note de conjoncture l'Insee établit une croissance de 0% pour la France sur les trois derniers trimestres depuis 2011³

Croissance du PIB

¹Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen et Jean Pisani-Ferry, La Documentation française. Paris, 2007 - ISBN : 978-2-11-006946-7

²Edmond Malinvaud, Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ?
Revue d'économie politique, vol.106 n°6, novembre-décembre 1996

³Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 2e trimestre 2012 , Insee

2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2
0,2	0,0	0,0	0,0

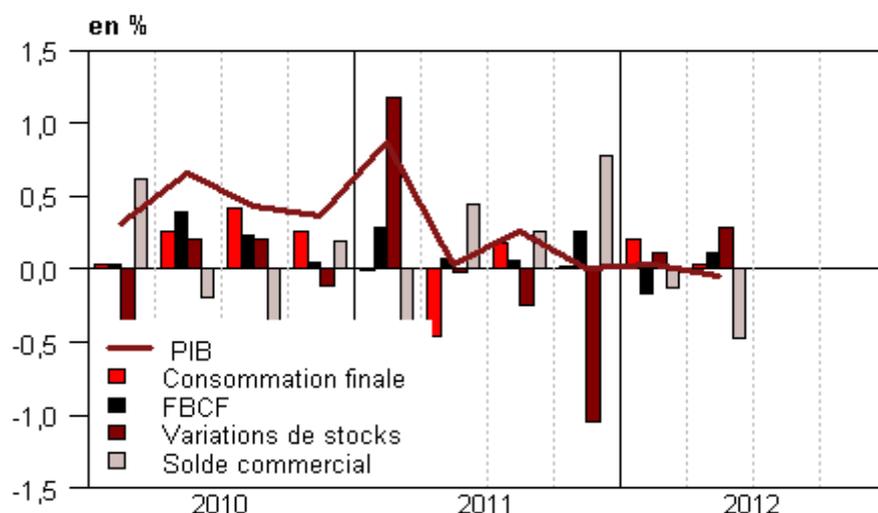
Source Insee

« Au deuxième trimestre 2012, comme au premier trimestre, la croissance du PIB en volume* est nulle (0,0 %).

Les dépenses de consommation des ménages sont étales (-0,1 % après +0,1 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) se redresse (+0,5 %) après un repli au premier trimestre (-0,8 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue modestement à l'évolution du PIB : +0,1 point au deuxième trimestre après une contribution neutre au trimestre précédent. Les importations accélèrent (+1,7 % après +0,7 %) tandis que les exportations restent peu dynamiques (+0,2 % après +0,1 %). Ainsi, la contribution du solde extérieur à l'évolution du PIB est de nouveau négative ce trimestre (-0,4 point, après -0,1 point le trimestre précédent) ».

Ces indications sont illustrées par le graphique suivant :

Le PIB et ses composantes



Dès lors il devient intéressant de revenir sur ce que sont les fondamentaux de l'analyse économique. Cité par Edmond Malinvaud, Milton Friedman a affirmé dans le numéro du centenaire de *l'Economie Journal* en 1992: « la substance des discussions entre professionnels de l'économie est restée remarquablement inchangée durant le siècle passé »⁴

Fondamentalement, les deux principales questions posées par les économistes sont d'une part la création de richesses et d'autre part la répartition de ces richesses.

Les crises économiques successives depuis les années 30, ont montré la nécessité des interventions publiques pour réguler les défaillances du marché. Les politiques économiques sont devenues des politiques d'incitation micro-économiques et de régulation macro-économiques.

Quelle politique économique ?

⁴ Milton Friedman, *L'Economie Journal*, Hey, 1992, p. 33

Jusqu'à présent l'économie fonctionnait suivant un double moteur « l'innovation schumpétérienne » et « le multiplicateur keynésien ».

L'innovation Schumpétérienne montrait que le développement et la croissance étaient associés à des cycles d'innovations. Le multiplicateur keynésien justifiait les dépenses d'investissement supportées par l'Etat pour favoriser la relance et la croissance économique.

Dans les crises passées les dépenses publiques et notamment les dépenses sociales ont été de puissants amortisseurs de crise, en entretenant une demande solvable.

La question devient « pourquoi ce qui a marché dans le passé ne fonctionnerait plus aujourd'hui ? »

La crise de 1929 avait permis de justifier des interventions publiques sous la forme de plans de relance de grands travaux. Après la seconde guerre mondiale la reconstruction rapide était associée au modèle fordiste de production et de consommation de masse. Le premier choc pétrolier de 1974 puis le second de 1979 annonçaient des changements. Les pays occidentaux découvraient le chômage de masse associé à la baisse de l'activité productive due au renchérissement du prix des matières premières et à une contraction de la demande mondiale.

C'est à ce moment que l'économie mondiale bascula dans une double logique : l'organisation d'une demande solvable par le crédit et l'endettement et le maintien des marges par la recherche de gains de productivité.

La crise des pays en voie de développement était annonciatrice d'une crise plus générale du système financier. Au départ les pays riches prêtaient au pays pauvres pour leurs vendre des biens de consommation et quelques fois des biens d'équipement, puis les pays riches prêtaient aux pays pauvres pour qu'ils continuent de rembourser. La crise de l'endettement des pays pauvres se termina par un moratoire absorbé par le développement des marchés financiers.

Les années 80 ont révélé des changements majeurs. Les entreprises accèdent au rang de multinationales et s'affranchissent des Etats et des barrières douanières. Parallèlement le commerce mondial se réoriente du Nord-Sud vers le Nord-Nord. Les croissances des entreprises se font principalement par des décisions de croissances externes (absorption-fusion) financées par l'accès aux marchés financiers.

Diktat financier

C'est ainsi que s'opère le glissement du capitalisme industriel, vers un capitalisme financier où les investissements sont garantis par la rentabilité à donner aux actionnaires. Les banques d'affaires se développent, et bientôt c'est la capitalisation boursière d'une entreprise qui devient son gage de réussite.

La crise boursière de 1991 servira de purge, mais sans que les conséquences en soient tirées. Les valeurs boursières sont largement supérieures aux réalités économiques des entreprises, la rectification des cours de bourse est absorbée par les marchés financiers en plein développement (titrisation).

Le tournant est pris, la finance prend le pas sur la production. Dans les échanges mondiaux les flux de capitaux et de services prennent une part de plus en plus importante dans les flux commerciaux.

Les Etats mesurent la limite du rendement fiscal et la faiblesse de leur marge de manœuvre budgétaire. L'augmentation nécessaire de la fiscalité se heurte à des opinions publiques de plus en plus rétives.

Les impasses budgétaires conduisent les Etats à des artifices budgétaires de report de la dette et, par effet d'aubaine, à l'endettement sur les marchés financiers. La diminution des taux d'intérêts conduit tous les acteurs publics à s'endetter. Mais cet endettement croissant ne sert pas toujours une politique d'investissement créatrice d'activités, il est utilisé à combler des trous budgétaires et à financer des dépenses de fonctionnement.

En 2007-2008, les marchés financiers sont complètement autonomisés et les établissements financiers sont hors contrôle. Le doute s'installe, et la crise se propage très rapidement. La réponse politique vise à colmater les brèches en sauvant les établissements financiers de la banqueroute qui se révèlent être des puits sans fond et sans fonds réels. Mais, sans reprise de l'activité les déficits publics se creusent, et l'endettement de l'Etat privilégie ... le remboursement de la dette. Les réformes annoncées des marchés financiers n'ont pas lieu, et la crise économique réelle succède à la crise financière. Elle se nourrit du manque de confiance dans l'avenir, du pilotage à court terme des organisations privées et publiques, du dumping social.

L'économie s'est développée depuis 20 ans sur la croyance que l'on pouvait s'enrichir sans produire, c'est ainsi que la fiscalité du capital a été allégée par rapport à la fiscalité du travail, et que les niches fiscales ont en France asphyxié le budget de l'Etat.

La rentabilité à donner à court terme aux actionnaires est devenu le principe de gouvernance des entreprises soumises aux conditions du marché financier. La concurrence des pays à bas coût finit par faire disparaître les emplois industriels.

Les années 2000 ont révélé que tout était délocalisable et en conséquence il est toujours possible de trouver où produire moins cher. Après avoir perdu des emplois industriels, un pays comme la France perd des emplois dans les services à valeur ajoutée.

Stratégie de croissance ;

La réalité crue des résultats 2012 éclabousse les politiques menées, inefficaces face au choc de la crise (endettement budgétaire, perte de substance industrielle), insuffisantes pour favoriser la bonne sortie de crise (financement des entreprises, innovation-recherche, transition énergétique, transition économique).

La priorité au 3% de déficit et l'augmentation des prélèvements qui en découle laisse les pouvoirs publics démunis pour orienter vers les dépenses porteuses d'avenir l'activation économique (compétitivité) et fiscale (des prélèvements justes et efficaces). Le gouvernement veut en appeler à la justice des prélèvements (mais combien d'exemptions et d'exceptions demeurent !), au dynamisme des entrepreneurs (mais les dirigeants des plus grandes entreprises ont pris l'initiative d'une récente rebuffade), à la responsabilité des partenaires sociaux (mais la négociation sur la réorganisation du travail sera difficile à conclure). N'a-t-il pas « du retard à l'allumage » ?

Le cap à tenir est celui d'une perspective durable de réinscription dans les secteurs économiques d'avenir et de raffermissement du socle républicain d'égalité sociale et territoriale. L'Europe doit être l'espace commun de cette ambition.

Les pays hier « sous-développés », aujourd'hui « émergents », prennent leur place dans les échanges mondiaux. Nous ne pouvons, ni ne devons, rivaliser avec leurs coûts de production, ni rivaliser au sein de l'Union européenne par la déflation salariale et le dumping fiscal. Par de nouveaux programmes structurels européens et par une politique nationale d'avenir nous devons retrouver la confiance, l'ambition.

Les infrastructures modernes, les technologies du futur, la recherche anticipatrice, la formation de masse, ont été à la base du développement de notre pays. Le haut niveau de protection sociale a permis un progrès partagé et solidaire. Cette politique demeure celle de la réussite pour demain.

Cela dépasse les myopes focalisations sur les cotisations patronales, sur les entraves du droit du travail, sur « ceux qui ne se lèvent pas tôt » ... ou qui sont fonctionnaires. Quittons les faux ou piètres débats. Dans un double horizon de temps il faut débloquer la situation actuelle et investir pour retrouver la croissance à moyen terme. Lever les freins financiers et structurels pour la dynamisation des entreprises, particulièrement petites et moyennes, cibler le soutien économique et fiscal, plutôt que des mesures générales de baisse de cotisations ou taxes, mais soutenir aussi la demande intérieure et le pouvoir d'achat. Investir dans les énergies renouvelables, la transition industrielle, les technologies de santé, d'information et de communication, mais garantir dans le même temps l'équilibre durable de la protection sociale. Aujourd'hui une politique déterminée et avisée, pour une croissance durable demain.

C'est bien le double défi de la conjoncture de court terme et des tendances de long terme. C'est l'innovation économique et sociale, qui est le chantier du retour vers la croissance.

Novembre 2012